

milliers des 400 000 enfants de Gaza qui ont été en contact avec ces jeunes animateurs formés par des psychologues, tentant d'aider les enfants à exprimer leurs traumatismes par le dessin ou l'invention d'histoires. Bara'a, animatrice dans ce groupe, explique par ailleurs assez souvent à quel point on est enfermé lorsqu'on vit à Gaza et comment le fait de s'imaginer autre part est la seule manière qu'elle a trouvée pour continuer à supporter ces conditions de vie : *« Puisque je pense qu'en ce moment on ne peut rien faire contre l'occupation à partir de Gaza, alors je me suis créée un autre monde, de l'intérieur de Gaza, grâce à Internet, en communiquant, lorsque je le peux, avec des francophones qui font vraiment partie de ma vie. »*

Nidaa Badwan, photographe palestinienne de 29 ans, a, de son côté, décidé de se mettre en scène dans la chambre où elle a vécu recluse, à partir de décembre 2013. Peu avant, en 2012, l'artiste avait réalisé une œuvre représentant une femme, la tête dans un sac en plastique, comme métaphore d'un étouffement personnel et collectif. Dans ses dernières œuvres, toujours empreintes de solitude et d'étouffement, le huis clos met en exergue l'usage de couleurs vives dans le travail de l'artiste. À Gaza, la création est à la fois l'exercice d'une liberté et une manière de combler les manques, de gérer les absences et les traumatismes.

Si ces deux jeunes femmes s'expriment différemment, leur sentiment d'étouffement semble être le même que celui qui guide de nombreux autres jeunes vers les « zones tampon », pour jeter des pierres sur les soldats israéliens positionnés aux frontières, las de suivre sur Internet les actions de la résistance en Cisjordanie, sans avoir de check-points, de colonies ou de postes militaires contre lesquels manifester à l'intérieur de la Bande de Gaza. Alors que les soldats ripostent à balles réelles et ont fait, en 2015, après quelques semaines de soulèvement, grimper le bilan à plusieurs dizaines de morts, ces groupes de jeunes, malgré une légère baisse du nombre de manifestants, n'ont pas cessé de lutter, invectivant et jetant des pierres sur les soldats, comme un prisonnier peut apostropher des matons ou tambouriner à la porte de sa cellule.

## CHAPITRE 9

En 2015, au fur et à mesure que s'est intensifié le soulèvement palestinien, de nombreux « observateurs internationaux » ont débattu du nom à donner à l'augmentation du nombre de manifestations, d'émeutes et d'attaques au couteau, majoritairement contre des soldats, des policiers et des colons, dans toute la Palestine historique. Certains considèrent que l'appellation de « troisième Intifada » est justifiée, en raison de la régularité des manifestations, de la détermination des protagonistes et du soutien populaire dont ils bénéficient. D'autres, insistant sur l'absence de leadership au soulèvement, sur le nombre relativement faible de participants, et sur l'absence de « débouchés politiques » au mouvement, préfèrent parler d'« Intifada des couteaux », voire de « quelques émeutes » ou d'une « vague d'attentats », renvoyant le soulèvement à son irrationalité supposée. Loin de ces considérations, en Palestine, c'est l'appellation d'« Intifada de Jérusalem » qui est la plus usitée par les jeunes insurgés.

Capitale des Palestiniens, mais aussi revendiquée comme telle par Israël depuis l'occupation de 1967, Jérusalem est une ville sainte chargée d'histoire, cible des provocations israéliennes depuis plusieurs décennies. Le 28 septembre 2000, c'est par exemple la visite d'Ariel Sharon, chef du Likoud (parti de la droite israélienne), sur l'Esplanade des mosquées – accompagné d'un millier de soldats et policiers israéliens – qui a déclenché ce que nous appelons maintenant la Deuxième Intifada. Des échauffourées avaient alors éclaté entre le service d'ordre du Likoud et une centaine de jeunes Palestiniens, après que Sharon eut été interpellé par des députés « Arabes israéliens » (Palestiniens citoyens d'Israël). Dès le lendemain, six Palestiniens furent tués par la

police israélienne dans des affrontements. « *La provocation vient de l'autre côté* », répétait Ariel Sharon devant les caméras.<sup>1</sup>

En 2015, dans un contexte d'intensification de la colonisation et des violences liées à l'occupation, l'entrée fréquente des colons israéliens dans la mosquée Al-Aqsa – troisième lieu saint de l'Islam – et les multiples agressions contre des fidèles, seront perçues comme l'humiliation de trop. De nombreux Palestiniens rappelleront alors leur peur de voir exécuté le fantasme des colons juifs ultra-orthodoxes : détruire la mosquée Al-Aqsa pour y reconstruire le temple de Salomon. Si la destruction de la mosquée Al-Aqsa semble être un fantasme difficilement applicable, il convient d'observer que le discours messianique est de plus en plus présent au sein du mouvement sioniste et sert parfois d'alibi à la colonisation de Jérusalem. À l'est de Jérusalem, les habitants du quartier de Silwan ont par exemple été expulsés, les habitations étant détruites pour laisser place au « musée de la cité de David », expulsion soutenue par des colons ultra-orthodoxes associant la reconquête de Jérusalem par Israël à la venue du Messie.

Symbole d'une lutte de libération nationale pour certains Palestiniens, preuve qu'il s'agit d'un conflit religieux pour d'autres, Jérusalem est l'allégorie de ce dont le peuple est coupé. En outre, la situation présente à Jérusalem est parfois interprétée comme l'un des signes de l'échec du projet sioniste. En effet, alors qu'Israël multiplie les entraves à leur rencontre en ce qui concerne leur accès aux laissez-passer, aux permis de construire ou aux cartes de résidents (cartes qui peuvent être retirées si leurs titulaires quittent temporairement la ville), les Palestiniens ont jusqu'à maintenant su résister à leur expulsion de Jérusalem. Alors qu'ils n'étaient que 25 % parmi les habitants de Jérusalem en 1967, les Palestiniens représentent aujourd'hui plus de 40 % des habitants. Dans des conversations avec des Gazaouis de mon âge, j'ai parfois entendu cet argument, lorsqu'il s'agissait d'expliquer la cause de leur optimisme à long terme, à propos du succès de la lutte de libération nationale, en contraste avec le désespoir lié aux

1. Voir le livre *La Deuxième Intifada palestinienne, Chronique d'un soulèvement populaire* de Ramzy Baroud, éd. Scribest & CCIFP, 2012.

conditions d'existence actuelles. Pour certains Gazaouis, l'époque où, peu avant la création de l'État d'Israël, les différentes communautés religieuses de Jérusalem coexistaient, peut aussi faire office d'âge d'or à retrouver.

Plus qu'une ville à reconquérir, Jérusalem est l'allégorie de ce avec quoi les Palestiniens veulent renouer, dans des termes souvent idylliques, comme en témoignent de nombreuses œuvres d'art. Des poèmes et chansons évoquent une Jérusalem mythifiée, parfois sur le thème de l'amoureux transi. Les tableaux de Shadi Al Zaqzouq montrent les Palestiniens qui, comme des taupes, arriveraient à rejoindre l'Esplanade des mosquées en surgissant de sous terre. Ahmed Alustath, rencontré à Gaza, diplômé du Département de français de l'université, et choisi par les institutions françaises pour émigrer en France, a pu sortir à la fin de l'année 2015, via le passage d'Eretz. Appelé par le consulat de France à Jérusalem, après trois mois d'attente, il a pu partir le lendemain et se rendre au passage.

Peu après son arrivée en France, le 2 février 2016, Ahmed a publié un texte où il relate la première sortie de Gaza de sa vie. Après avoir expliqué l'échec de sa sortie via ce qu'il appelle le « barrage de Rafah », il décrit sa sortie de Gaza dans une voiture diplomatique :

**Ce n'était pas pour autant facile pour le consulat de me faire sortir, parce que le fait de faire une autorisation de sortie pour un jeune âgé de 22 ans est assez compliqué et demande au moins un mois et demi. Afin d'avoir une autorisation israélienne, il faut tout d'abord avoir une autorisation jordanienne, vraiment difficile à obtenir aussi. [...] Après quelques minutes d'attente à la sortie du passage, une voiture diplomatique du consulat français est venue me chercher pour m'accompagner du passage d'Eretz jusqu'au passage d'El-Karama à Jéricho. Étant âgé de moins de 45 ans, je n'avais pas le droit de me déplacer seul, même avec une autorisation.**

Avant d'arriver en Jordanie, d'où il a pris l'avion, Ahmed semble cependant avoir été moins préoccupé par son arrivée en France

que par son « retour » en Palestine historique, restée inaccessible au point de la rendre omniprésente dans son imaginaire, alors qu'il a grandi en en étant totalement coupé :

**J'ai vraiment eu l'impression que tout me parlait. En route vers Jérusalem, j'ai vu un panneau sur lequel était écrit "Ashkelon". Une nostalgie s'est éveillée en moi car c'est le nom de la ville natale de mes ancêtres, qui y vivaient avant 1948. J'aurais bien aimé pouvoir la visiter, même un court moment.**

Quant à Jérusalem :

**Elle s'est fait évidemment connaître toute seule, grâce à ses petites montagnes glorieuses, à ses vieux rochers, à son architecture et ses maisons antiques, à ses dômes sacrés des mosquées et des églises qui se manifestent de loin, et à la sérénité de son ciel. Maintenant que j'étais arrivé à la ville de Jérusalem, j'ai regardé tout ce qui m'entourait avec un œil aguerris, de crainte que cette visite soit la première et la dernière de toute ma vie. [...] Pendant que nous roulions, j'avais dit que je n'avais jamais vu la vieille ville de Jérusalem, ainsi que la mosquée Al-Aqsa. On m'a donc fait descendre de la voiture pour quelques minutes, j'ai pu voir toute la vieille ville de Jérusalem d'en haut. C'était la même vue magnifique que celle que je voyais toujours à la télévision, où la mosquée Al-Aqsa, le dôme du rocher et l'église de la résurrection se côtoyaient. [...] Je n'avais qu'une seule envie : méditer sur cette vue sacrément magique. J'aurais bien aimé pouvoir aussi visiter la mosquée Al-Aqsa de l'intérieur, mais je ne le pouvais pas puisque je n'avais qu'une autorisation de quelques heures. Je ne voulais pas quitter Jérusalem. J'aurais même souhaité y habiter, si seulement c'était possible. Nous avons ensuite repris notre chemin tout en y laissant mon cœur. Néanmoins, j'ai gardé l'espoir d'y retourner, un jour ou l'autre.**

Si les étudiants que j'ai rencontrés sont nés 40 ans après la *Nakba* et ont grandi avec le mythe des accords d'Oslo et du processus de paix, leur génération est aussi celle qui a passé son enfance et son adolescence à assister à l'intensification de la colonisation en Cisjordanie, et à subir la surpopulation et les

pénuries dans la Bande de Gaza. Ces conditions matérielles, cet enfermement, cette surpopulation sont donc venus développer l'attachement à la terre et les convaincre que le Droit au retour des réfugiés, dans leurs villes et leurs villages d'origine, n'est pas négociable. En outre, le devenir-réfugié de la totalité des habitants de Gaza, y compris les « citoyens », est manifeste quand l'UNWRA, agence onunisienne créée en 1948 pour répondre dans l'urgence aux besoins des réfugiés palestiniens, assure en 2016 des distributions alimentaires pouvant concerner la totalité de la population gazaouie. Selon les Nations unies, ce sont 70 % des habitants de l'enclave, réfugiés ou non, qui dépendraient de cette aide humanitaire, initialement dédiée aux seuls réfugiés. D'une manière assez semblable, le fait que Gaza est considérée comme une « prison », rend absolument évidente la continuité entre le sort des habitants de Gaza et celui des Palestiniens détenus par Israël, donc la solidarité vis-à-vis de ces derniers.

Les manifestations qui se tiennent à Gaza, en 2015 et 2016, sont donc prioritairement des protestations contre l'enfermement, les protagonistes allant, au péril de leurs vies, contester le siège jusqu'au plus près des bordures où se tiennent les snipers israéliens. Si Israël est bien l'ennemi principal, ses complices ne sont cependant pas épargnés par les critiques, notamment l'Égypte, qui a successivement participé au blocus de 2006, puis à la levée de la frontière en 2012 par les Frères musulmans, avant de refermer le passage de Rafah, suite au coup d'État militaire de 2013.

Alors que plus de 3 000 hectares de plus sont occupés par Israël en Cisjordanie dans les six premiers mois de l'année 2016 – à comparer aux 500 hectares supplémentaires pour l'année 2015 –, peu nombreux sont les Palestiniens à croire qu'un processus de paix, aboutissant à un « partage du territoire », serait en cours. L'entêtement des dirigeants de l'Autorité palestinienne à affirmer qu'une telle éventualité serait possible dans le but de maintenir son existence et les subventions<sup>3</sup> des pays

3. Subventions dont le volume a augmenté pour être porté à plus d'un milliard de dollars par an à partir des années 2000-2001, c'est-à-dire au début de la Seconde Intifada et au moment où le « processus de paix » est apparu comme un leurre.

occidentaux, comme l'incapacité du Hamas à aider les Gazaouis à améliorer leurs conditions d'existence, ont aussi entraîné une défiance à l'encontre des organisations traditionnelles du Mouvement national palestinien. Pour beaucoup de Palestiniens, la Palestine est plus « représentée » dans les chansons de Mohammed Assaf, vainqueur gazaoui du programme de télé-réalité *Arab Idol*, ou via sa sélection nationale de football, que par les discours de Mahmoud Abbas à la tribune de l'ONU.

À l'inverse des Intifadas de 1988 et de 2000, la vague de manifestations des années 2015 et 2016 demeure sans direction politique, sans contrôle des partis sur le mouvement, reposant sur une pluralité de groupes et de réseaux informels. S'il s'agit parfois d'une demande adressée aux dirigeants des institutions, le mot d'ordre de « fin de la division » est aussi appliqué concrètement dans les manifestations. Pour certains, mettre fin à la division se résume à s'afficher cagoulés lors d'une émeute, entre personnes arborant chacun le bandeau d'un parti politique différent, le but étant de prouver que l'unité, dont sont incapables les dirigeants palestiniens, peut être réalisée dans la lutte populaire. Pour d'autres, la fin de la division consiste à s'organiser en dehors des organisations, dans des structures, associatives ou informelles, non liées aux partis politiques et non sujettes à la corruption et aux rivalités pour exercer le pouvoir.

En Cisjordanie, dans leurs tracts, leurs slogans et leurs tags, les manifestants expriment leur condamnation des négociations avec l'occupant et surtout de la « coopération sécuritaire » avec Israël. L'Autorité palestinienne, qui va jusqu'à arrêter des membres de groupes de résistance dans les camps de réfugiés pour les remettre à Israël, est pourfendue et parfois accusée de « collaboration ». En mai 2016, sous la pression populaire, le conseil national de l'OLP s'est enfin prononcé pour la fin de la coopération sécuritaire, obligeant Mahmoud Abbas à menacer le gouvernement israélien de mettre fin à ce travail effectué au bénéfice de l'armée d'occupation. Plusieurs mois plus tard, nous constatons que cette menace n'a été suivie d'aucun effet.

À Gaza, les critiques envers les autorités concernent principalement la division entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza,

aggravant la pauvreté des Gazaouis. Houda Al-Sadi, qui était en quatrième et dernière année de français à l'université Al-Aqsa lorsque j'y enseignais, a par exemple écrit une lettre ouverte à Mahmoud Abbas en 2016, dans laquelle elle exhorte les dirigeants de l'Autorité palestinienne et du Hamas à « se réconcilier ». D'autres textes, écrits par des activistes étudiants, décrivent la manière dont le Hamas multiplie les taxes et les impôts, dans l'espoir de pouvoir payer les dizaines de milliers de fonctionnaires censés être à sa charge.

Pour protester contre le non-versement des salaires des enseignants, nous avons, en avril 2013, été en grève à l'université Al-Aqsa, en même temps que nos collègues de Cisjordanie. À l'automne 2014, les agents de stérilisation et le personnel d'entretien des hôpitaux se sont mis en grève pendant plusieurs semaines. Pour justifier le non-paiement de personnes employées à Gaza, le ministère de la Santé en Cisjordanie, dont dépendent officiellement les hôpitaux, affirmait ne pas avoir de traces de leurs contrats.

Les protestations contre l'isolement de Gaza, et la manière dont les partis politiques palestiniens ont participé à cette séparation, perdurent depuis plusieurs années, et furent parfois féroce-ment réprimées. En 2011, dans le sillage des printemps arabes, un groupe d'activistes avait organisé différentes manifestations « contre la division » en Cisjordanie et à Gaza. Celles-ci furent réprimées à la fois par l'Autorité palestinienne et par le Hamas qui, en parallèle de la répression des rassemblements par la police, organisaient chacun des rassemblements en Cisjordanie et à Gaza, en reprenant le mot d'ordre « fin de la division », pour éviter l'émergence d'un mouvement civil contre leurs pouvoirs respectifs. À Gaza, les violences policières avaient été dénoncées par *Human Rights Watch*, condamnant les charges de policiers à l'encontre des manifestants et des journalistes, les 11 et 28 février 2011, ainsi que les arrestations d'activistes, à propos desquels j'ai déjà mentionné avoir rencontré plusieurs d'entre eux deux ans après qu'ils avaient été arrêtés et torturés.

L'un de leurs camarades, Ahmad Arar, 31 ans à l'époque, avait été arrêté le 28 février sur la place du Soldat inconnu, au centre de Gaza, emmené au commissariat et torturé. Il y avait

déclaré avoir été payé par l'Autorité palestinienne pour organiser ces manifestations, afin de déstabiliser les autorités de Gaza, avant de revenir sur ses aveux extorqués sous la torture. *Humans Rights Watch* avait également dénoncé la répression relative au rassemblement du 15 mars 2011, notamment, dans les semaines précédant le rassemblement, les menaces, confiscations d'ordinateurs, de téléphones et cartes d'identité de personnes considérées comme des organisateurs, ainsi que les violences policières le jour de la manifestation.

Le 15 mars 2011, Salah Abd El-Ati, chercheur de la Commission indépendante pour les droits humains, a par exemple été frappé par la police pendant qu'il observait la manifestation. Les charges de la police contre la manifestation avaient contraint cinq personnes à se faire hospitaliser, d'autres blessés n'osant pas aller se faire soigner, de peur d'être interpellés à ce moment-là. À l'université Al-Azhar, le rassemblement fut attaqué par des membres du « Bloc Islamique », organisation étudiante proche du Hamas, dont les membres frappaient les manifestants à coups de ceinture et insultaient les femmes en raison du fait qu'elles manifestaient en compagnie des hommes. À leur arrivée, les policiers avaient pris le relais et, à leur tour, assaillirent les manifestants en les frappant à la tête.

Lorsque je suis allé à Gaza en 2013, de nombreux activistes de gauche ou militants pour les droits humains étaient encore sous le choc de cette répression, définissant la police de Gaza comme une extension du Hamas. Ces militants, qui, à quelques exceptions près, détestaient autant le Fatah et l'Autorité palestinienne qu'ils détestaient le Hamas, observaient que le parti au pouvoir à Gaza ne tolérerait les manifestations qu'à la condition qu'elles se bornent à dénoncer l'occupation israélienne. Après que plusieurs d'entre eux furent menacés, voire victimes de tirs dans les jambes par la police de Gaza, en 2014, leur conviction semble s'être renforcée. Les limites dans lesquelles le Hamas tente d'enfermer la contestation sont aussi celles dans lesquelles il tente de circonscrire les actions des mouvements de solidarité internationale à Gaza, leur déconseillant parfois fortement d'entretenir des liens trop resserrés avec des organisations de

gauche ou des syndicats. Il va sans dire que certaines organisations internationales refusent de se plier à ces injonctions, quand d'autres, de bon ou de mauvais gré, décident de s'y conformer.

À Gaza, l'autoritarisme et l'arbitraire du Hamas sont devenus par conséquent le sujet de nombreuses blagues. L'une d'elle imagine un policier exigeant qu'une 4L transporte 4 passagers, et qu'une R5 en comporte 5. Cependant, un jour, un conducteur interpellé parce qu'il roulait seul dans l'une de ces voitures trouve cette règle absurde. Il exige alors que le policier appelle son supérieur. Ce à quoi le policier lui répond que son chef n'est pas là parce qu'il est occupé depuis deux heures à tenter de faire respecter cette règle au conducteur d'une 206...

D'autres blagues sont apparues après janvier 2016, lorsque le Hamas, connu pour son mauvais traitement des prisonniers palestiniens, publia une vidéo de la détention du soldat israélien Guilad Shalit, dans laquelle on voyait celui-ci recevoir des messages de sa famille et participer à un barbecue. Le but était bien sûr pour le Hamas de prouver son respect de « la loi islamique qui régit les prisonniers de guerre » et de créer un contraste avec les violations par Israël du respect des droits des prisonniers palestiniens. Peu après, le commentateur Ayman Al-Aloul était arrêté par la sécurité intérieure du Hamas pour sa satire de la vidéo et de la vie à Gaza... Sur Twitter, de nombreux Gazaouis ironisèrent en affirmant que le Hamas avait invité Ayman à un barbecue.

Cependant, si le Hamas a tenté, en 2015, d'interdire les manifestations contre l'occupation, de crainte qu'elles offrent un second souffle aux organisations de gauche, voire au Fatah, positionnant près des « frontières » des policiers qui ordonnaient aux manifestants de se disperser, il n'a pas pu les réprimer durement. Ceci s'explique par le fait que l'objet principal de ces manifestations était en accord avec ses principes, à savoir la lutte contre l'occupation israélienne. Mais il convient aussi d'observer, qu'à l'inverse de l'Autorité palestinienne liée à Israël via des accords de « coopération sécuritaire », les contraintes du Hamas sont celles d'une organisation de résistance. Il se doit par conséquent de soutenir, du moins en apparence, le soulèvement contre l'occupation israélienne, quand bien même cette contestation se retrouve sans

leadership et investie par des organisations politiques concurrentes ou des groupes informels. De plus, bien que la direction du Hamas se soit contentée de discours abstraits célébrant l'Intifada, une partie de sa base sociale et même une partie de ses militants étaient bien sûr présentes au sein des défilés et des affrontements.

Dans ces manifestations populaires, la forte présence de femmes dans les cortèges, comme dans les affrontements, est apparue comme un effet de la démilitarisation de la lutte. En effet, si la résistance armée est peu à même de correspondre à la diversité du peuple, la résistance populaire est bien plus diverse dans sa composition, ce qui fut déjà constaté dès 1988 dans les manifestations et les affrontements de la Première Intifada. Depuis, de nombreux rassemblements de femmes se sont tenus, contre l'occupation ou pour la libération des prisonniers détenus par Israël. Le vendredi 3 novembre 2006, dans la Bande de Gaza, Jamila Al-Shanti, militante du Hamas élue au Conseil législatif palestinien, avait organisé une manifestation de femmes contre le siège de Beit Hanoun, regroupant 1 500 participantes. Cependant, comme pour les autres manifestations, lorsque des rassemblements de femmes ne se bornent pas à dénoncer l'occupation, mais critiquent aussi la gestion de la Bande de Gaza par le Hamas, ces manifestations peuvent être dispersées par la police. Cela fut le cas des rassemblements de femmes contre la division en mars 2011, ou des rassemblements en avril 2013 contre la suppression de la mixité entre garçons et filles dans les écoles.

En ce qui concerne les luttes des femmes et leurs droits, l'action du Hamas apparaît comme paradoxale du point de vue des critères occidentaux. C'est en effet le Hamas qui a exercé une pression sur les universités pour que les étudiantes soient obligées de porter le hijab et le jilbab, et c'est aussi le Hamas qui a interdit aux femmes de conduire une moto, imposé le port du voile aux avocates, interdit la mixité dans les écoles, ou qui a fait annuler, en 2013, le marathon de Gaza car il refusait que des femmes puissent courir auprès des hommes. Mais c'est aussi le gouvernement du Hamas qui a ouvert un centre d'accueil pour les femmes victimes de violences et qui, pour éviter que des femmes soient obligées de rester avec un homme dont elles souhaitaient se séparer, a fait

en sorte que la garde des enfants soit systématiquement attribuée aux mères en cas de divorce. On pourrait aussi ajouter que le Hamas brille par son absence dans les mouvements luttant pour plus d'autonomie pour les femmes et qu'il a fait passer un décret, en 2013, prohibant le port de jeans moulants par les femmes. Mais c'est aussi le Hamas qui a brisé le tabou des viols commis par des soldats israéliens sur des femmes palestiniennes, affirmant que le peuple palestinien tout entier devait se solidariser, la honte liée au viol ne devant peser que sur ceux qui s'en rendent coupables.

Ces paradoxes se retrouvent parfois jusqu'au sein de la gauche et des mouvements de femmes en Palestine, célébrant le « rôle des femmes » et leur « participation à la société », bien que ce rôle et cette participation soient liés à des rapports d'exploitation patriarcale. Au sein de la gauche palestinienne, le discours célébrant le soutien des femmes palestiniennes à une lutte incarnée par une majorité d'hommes est parfois en conflit avec un discours visant à mettre en avant les problématiques spécifiquement liées à la condition féminine. Ainsi, en mars 2013, dans le prolongement de la journée du 8 mars, le D<sup>r</sup> Maria, une membre de la direction du FPLP, invitée à un meeting à l'initiative du Parti du peuple palestinien (PPP), reprocha aux oratrices qui l'avaient précédée d'avoir présenté comme secondaires les questions propres aux femmes et de s'être bornées, comme dans d'autres meetings, à célébrer les martyrs et les prisonniers : « *Le 8 mars est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Nous sommes ici pour parler du rôle des femmes, de la reconnaissance de leurs activités et de la défense de leurs droits. Nous parlons de ceux qui meurent au combat face à l'occupant, des prisonniers, mais qui sont-ils ? Très majoritairement des hommes. Les discours qui ont été tenus auraient aussi bien pu être tenus par des hommes. Il faut aussi parler du rôle des femmes ! Nous en venons à parler comme des hommes, à ne rendre hommage qu'à une partie de la population et à oublier les activités que nous menons nous-mêmes...* »

Cependant, le choix des organisations féminines d'insister sur la participation des femmes à la lutte de libération nationale contre Israël n'est pas seulement lié à une position sociale d'infériorité, ni à une tactique élaborée dans le but d'être tolérée. L'histoire des